

**EUROPEAN UNION****Conseil Permanent de l'OSCE Nr 954
Vienna, 30 Mai 2013**

**Déclaration de l'Union européenne au sujet de la réunion à
Odessa des discussions en 5+2 (23-24 mai 2013)**

L'Union européenne remercie la présidence ukrainienne pour l'organisation, les 23 et 24 mai 2013 à Odessa, de la dernière session des discussions dans le format 5 + 2 sur le processus de règlement pacifique du conflit transnistrien.

L'UE reste très attachée à la poursuite et à l'aboutissement des discussions dans le format 5+2, conformément au mandat de ce dernier, dans le respect entier de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Moldavie. Nous rappelons que le format 5+2 reste le seul à même de garantir la transparence et la légitimité nécessaire pour une solution durable. Nous appelons tous les participants à rester engagés et ouverts dans les discussions et à aborder sans les retarder artificiellement les questions de sécurité et les questions relatives au statut de la Transnistrie au sein de la République de Moldavie. Ces questions se trouvent également au cœur des nombreux sujets techniques discutés à Odessa. En général, l'UE considère que les questions techniques devraient être discutées au niveau des experts dans les groupes de travail sur les mesures de confiance, le 5+2 ayant pour tâche principale de faire avancer les discussions vers le règlement politique du conflit.

L'UE prend bonne note de la décision des parties de démanteler le téléphérique industriel sur le Dniestr entre Rézina et Rybnitsa, dont la vétusté représente un risque pour la sécurité des riverains. Nous aimerions voir dans cette décision de bon sens une mesure de confiance et le signal d'une volonté d'amélioration générale de la situation sécuritaire après les incidents regrettables de ces derniers mois. Ce disant, l'UE souligne que les mesures de confiance doivent faire partie d'une approche générale visant le règlement politique du conflit dans toutes ses dimensions.

L'UE espère que les prochaines réunions en format 5+2, y compris celle du 16-17 juillet prochain à Vienne, verront l'ensemble des participants encourager des progrès de fond dans le règlement politique du conflit transnistrien.

La Croatie*, pays en voie d'adhésion ; l'Ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro*, l'Islande+ et la Serbie*, pays candidats ; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels ; le Liechtenstein et la Norvège, membres de l'Association européenne de libre-échange ; et la Géorgie, se rallient à cette déclaration.

* La Croatie, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie demeurent membres du Processus de stabilisation et d'association.

+ L'Islande demeure membre de l'Association européenne de libre-échange.